

## Cahier des Clauses Administratives Particulières

### Prestation de service pour l'ensemble de la gestion des régimes complémentaires de prévoyance et de frais de santé des salariés de l'INERIS (Courtier)

CCAP REF. CCAP-S25COURMUT

<b>ARTICLE 1 - ACHETEUR .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 1 - DESCRIPTION DE L'OBJET DU MARCHE.....</b>	<b>3</b>
1.1 Objet du marché .....	3
1.1 Allotissement .....	3
<b>ARTICLE 2 - DURÉE DU MARCHE .....</b>	<b>3</b>
2.1 Cadre général.....	3
2.2 Reconduction du marché .....	3
<b>ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 4 - RÉGIME FINANCIER .....</b>	<b>4</b>
4.1 Établissement des prix plafonds du marché .....	4
4.2 Taux de TVA.....	4
4.3 Pilotage.....	4
4.4 Représentation de l'acheteur .....	4
4.5 Représentation du titulaire .....	5
4.6 Forme des notifications et informations .....	5
4.7 Langue.....	5
4.8 Autres obligations administratives.....	5
4.8.1 Obligation de conseil .....	5
4.8.2 Obligation d'information.....	5
4.8.3 Obligation de confidentialité .....	6
<b>ARTICLE 5 - RESPONSABILITE DU TITULAIRE.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 6 - TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....</b>	<b>6</b>
6.1 Opérations de traitement des données .....	7
6.2 Obligations du sous-traitant vis-à-vis du Pouvoir Adjudicateur.....	7
6.3 Droit d'information des personnes et exercice des droits des personnes .....	8
6.4 Notification des violations de données à caractère personnel .....	8
6.5 Mesures de sécurité .....	9
6.6 Traitement des données à échéance des prestations .....	9
6.7 Registre des catégories d'activité de traitement .....	9
<b>ARTICLE 7 - AUTRES DECLARATIONS .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 8 - MODIFICATION DU MARCHE .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 9 - RESILIATION DU MARCHE.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 10 - DIFFERENDS .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 11 - LITIGES ET CONTENTIEUX.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 12 - PENALITES .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 13 - ASSURANCES .....</b>	<b>11</b>

## **ARTICLE 1 - ACHETEUR**

Opérateurs de l'Etat  
Ineris  
Services marchés et achats  
Parc technologique ALATA  
BP 2  
60550 Verneuil en Halatte

## **ARTICLE 1 - DESCRIPTION DE L'OBJET DU MARCHE**

### **1.1 OBJET DU MARCHE**

Le présent marché a pour objet la gestion des régimes complémentaires de prévoyance et de frais de santé des salariés de l'Ineris à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

Le marché comprendra :

- A compter de la notification, une mission d'accompagnement de l'Ineris dans la mise en place des contrats à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2026,
- A compter de l'attribution du marché « prévoyance et frais de santé », une mission de gestion des prestations des contrats d'assurance.

### **1.1 ALLOTISSEMENT**

Le marché n'est pas alloti.

## **ARTICLE 2 - DURÉE DU MARCHE**

### **2.1 CADRE GENERAL**

Le marché public est conclu pour une durée 5 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

### **2.2 RECONDUCTION DU MARCHE**

Le marché ne fait l'objet d'aucune reconduction.

## **ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

L'acte d'engagement réf AE-S25COURMUT et ses annexes financières en un original complété, daté et signé par une personne habilitée de plein droit à représenter la société :

- Son annexe BPU valant annexe financière.

Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP-S25COURMUT) et ses annexes

- Les conditions générales d'achat de l'Ineris ;
- La charte fournisseur disponible sur le site internet de l'Ineris ([www.ineris.fr](http://www.ineris.fr));
- La charte de déontologie de l'Ineris

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP-S25COURMUT) et ses annexes ;

- Le cadre de mémoire technique dûment complété par le candidat, référencé CMT-S25COURMUT

Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G. FCS), en vigueur à la date de publication du marché. (Ce document n'est pas joint au marché. Le Titulaire peut s'en procurer un exemplaire auprès de la Direction des Journaux Officiels ou sur le site du Ministère des Finances, portail : [www.marches-publics.fr](http://www.marches-publics.fr);

Les bons de commandes émis dans le cadre des marchés subséquents et leurs CCTP associés ;

Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché ;

L'offre technique du Titulaire dans toute ses dispositions conformes aux documents qui précèdent ;

Sauf en cas d'erreur manifeste, en cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, il est expressément convenu entre les parties que les dispositions contenues dans le document de rang supérieur prévaudront pour les obligations se trouvant en conflit d'interprétation. Ces documents constituent l'intégralité du marché et des obligations de l'Ineris et du Titulaire.

Toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du Titulaire contraire ou modifiant les dispositions des autres pièces du marché est réputée non écrite. Les conditions générales du Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

## **ARTICLE 4 - RÉGIME FINANCIER**

### **4.1 ÉTABLISSEMENT DES PRIX PLAFONDS DU MARCHÉ**

Les prestations seront rémunérées par application d'un taux de frais (global et forfaitaire) appliqué aux cotisations nettes de taxes des contrats complémentaires de prévoyance et de frais de santé des salariés de l'Ineris. Ils sont payés dans les délais de 60 jours date de facture déposée sur CHORUSPRO et après validation de la conformité de l'appel à cotisation.

Le montant de l'offre comprend l'ensemble des dépenses nécessaires à l'exécution du marché : visites, réunions, déplacements.

Le marché est passé à prix fermes non actualisables. Ils suivront néanmoins l'évolution des cotisations nettes de taxes.

### **4.2 TAUX DE TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts. DISPOSITIONS DIVERSES

### **4.3 PILOTAGE**

Le(s) titulaire(s) transmet(tent) à l'acheteur à une fréquence définie au CCTP l'ensemble des éléments et informations permettant le suivi et le pilotage du marché. (exemple reportant annuel).

### **4.4 REPRÉSENTATION DE L'ACHETEUR**

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations.

Dans le cadre de ce marché, cet interlocuteur sera désigné au démarrage de la prestation.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

#### **4.5 REPRESENTATION DU TITULAIRE**

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire. Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

#### **4.6 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS**

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font par mail.

#### **4.7 LANGUE**

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

#### **4.8 AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

##### **4.8.1 OBLIGATION DE CONSEIL**

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

##### **4.8.2 OBLIGATION D'INFORMATION**

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

### **4.8.3 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE**

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'interdit par ailleurs toute communication commerciale quelle qu'elle soit, sans l'accord préalable de l'Ineris.

À cet effet, le titulaire ne citera pas notamment :

- Le titre précis d'une étude ou d'un marché subséquent
- L'identité des parties impliquées par l'étude (client, site, adresse, noms...)
- La localisation de toute étude réalisée dans le cadre du présent marché.

Ces limitations, restent applicables à l'issue de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

## **ARTICLE 5 - RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

## **ARTICLE 6 - TRAITEMENT DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

En cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016. Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

## 6.1 OPERATIONS DE TRAITEMENT DES DONNEES

le Titulaire s'engage à effectuer les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après. Dès la première réunion le titulaire prendre en charge de déclarer les opérations suivantes :

- La détermination de la nature des opérations réalisées sur les données ;
- La ou les finalité(s) du traitement ainsi que les données à caractère personnel traitées ;
- La description des traitements envisagés ;
- Les catégories de personnes concernées, le mode de collecte des informations nécessaires à la finalité des prestations, ainsi que les informations nécessaires à la bonne exécution des dispositions prévues ci-dessous ;
- Les modalités de traitement des données définies comme « sensibles » ;
- La durée de conservation des données collectées

## 6.2 OBLIGATIONS DU SOUS-TRAITANT VIS-A-VIS DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le Titulaire s'engage également en son nom et pour ses éventuels sous-traitants à

- Respecter les modalités relatives à la sous-traitance ;
- Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de prestation au titre du présent accord-cadre ;
- Traiter les données conformément aux instructions du responsable du traitement. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du Règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le délégué à la protection des données. En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un

pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs significatifs d'intérêt public ;

- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre :
  - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité prévues au CCAP de l'accord-cadre,
  - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel,
  - Prennent en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- Mettre en place les outils nécessaires à la protection des données (exemple : logiciel anti-virus), notamment des données définies comme sensibles ;
- Informer sans délai le Pouvoir Adjudicateur de toute demande de communication d'informations faite au Titulaire et/ou à l'un de ses cotraitant/sous-traitant(s).

### **6.3 DROIT D'INFORMATION DES PERSONNES ET EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES**

Le Titulaire est tenu de fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement, l'information relative aux traitements de données qu'il réalise au moment de la collecte des données. La formulation et le format de l'information seront convenus avec le délégué à la protection des données avant la collecte de données.

Par ailleurs, le Titulaire est tenu d'apporter son aide au Pouvoir Adjudicateur afin de s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées. Il informe, dans le cadre de son obligation générale de conseil, l'Ineris de toute demande liée à l'exercice de ces droits.

### **6.4 NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Le Titulaire notifie, par courriel, à l'Ineris, toute violation de données à caractère personnel dès qu'il en a connaissance et s'engage, à permettre à ce dernier de réaliser une notification à la CNIL dans les 72h. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile permettant à l'Ineris de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente. Dès lors, la notification contient a minima :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel, y compris les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation ainsi que les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du responsable du traitement ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre



pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

## **6.5 MESURES DE SECURITE**

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité décrites dans son offre technique et qui répondent aux obligations suivantes :

- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

## **6.6 TRAITEMENT DES DONNEES A ECHEANCE DES PRESTATIONS**

Le Titulaire est tenu de certifier que les documents et informations en sa possession, concernant les travaux effectués dans le cadre du présent marché ainsi que toutes les données à caractère personnel manipulées pour répondre aux besoins du marché, seront supprimées de tout support informatique et qu'aucune édition ou copie ne sera conservée par le Titulaire à l'issue du marché. Ces destructions et non conservations seront formalisées au travers d'un certificat qui sera remis dans les 2 mois suivant le terme du marché et à l'issue de la réversibilité complète.

## **6.7 REGISTRE DES CATEGORIES D'ACTIVITE DE TRAITEMENT**

Le Titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'Ineris comprenant notamment :

- Le nom et les coordonnées du responsable du traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
  - La pseudonymisation, l'anonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
  - Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
  - Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
  - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des

mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

## **ARTICLE 7 - AUTRES DÉCLARATIONS**

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>.

## **ARTICLE 8 - MODIFICATION DU MARCHÉ**

Toutes les modifications qui pourraient être apportées à l'exécution du marché se feront par avenant.

## **ARTICLE 9 - RÉSILIATION DU MARCHÉ**

En plus des cas de résiliation prévus au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire et sans indemnités, **pour inexactitude des renseignements communiqués** à l'appui des candidatures.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation de **5% des sommes restant dues jusqu'au terme initial du marché.**

La résiliation du marché n'entraîne pas la résiliation des marchés en cours d'exécution.

## **ARTICLE 10 - DIFFÉRENDS**

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 11 - LITIGES ET CONTENTIEUX**

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le **tribunal administratif d'Amiens** :

14 rue LEMERCHIER  
80000 AMIENS

## **ARTICLE 12 - PÉNALITÉS**

Tout manquement du titulaire à ses obligations donne lieu à pénalité.

Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités et ne peut se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Pénalités de retard :

- Pénalités de retard dans la mise en œuvre du contrat
- Pénalités de retard dans le reporting annuel (retard de plus de 2 mois dans la tenue des réunions de présentation annuelle des résultats).

Le calcul des pénalités sera établi sur la base des dispositions prévues au CCAG applicables à ce marché.

## **ARTICLE 13 - ASSURANCES**

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurance.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Chaque marché subséquent précise le montant de garantie exigé.